

"On leur demande juste de partir

RÉCIT

ALGER - correspondance

Il ne faut rien lâcher. Si on lâche maintenant, on est cuits pour les trois prochaines générations. Vendredi 15 mars, dans le centre d'Alger, Abdelghani s'apprête à aller manifester pour la quatrième semaine d'affilée. Sur la table du café où il est assis, le trentenaire a posé le quotidien francophone *El Watan* dont la une est barrée d'un « Dégagez ! ». Dans les ruelles, de jeunes hommes s'improvisent vendeurs de drapeaux algériens et d'écharpes vert-blanc-rouge.

Depuis le 22 février, des manifestations inédites mobilisent des centaines de milliers d'Algériens à travers tout le pays contre le cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis 1999 et, au-delà, pour un changement de système politique. Lundi 11 mars, le président avait annoncé dans une « Lettre à la nation » qu'il renonçait à un cinquième mandat, qu'il annulait l'élec-

tion présidentielle du 18 avril et qu'il mettrait en place un dispositif de transition. Il a aussi procédé à un remaniement du gouvernement, nommant Noureddine Bedoui au poste de premier ministre et Ramtane Lamamra à celui de vice-premier ministre. Ces

**« C'EST LE PEUPLE
QUI CHOISIT, PAS LA
FRANCE », « L'ÉLYSÉE,
STOP ! ON EST EN
2019, PAS EN 1830 »,
PROCLAMENT
DES BANDEROLES
OU DES PANCARTES**

annonces, loin de l'affaiblir, ont plutôt dopé la mobilisation de vendredi, qui a été générale sur l'ensemble du territoire. Outre Alger, l'ouest (Oran, Mostaganem), le centre (Tizi Ouzou, Béjaïa), l'est (Constantine, Sétif, An-

naba) et le Sud (Ouargla, Tindouf, Ghardaïa) ont été le théâtre de marches massives.

« *Ouyahia* [l'ex-premier ministre] ou *Bedoui*, c'est la même chose. Ce n'est pas la peine d'annoncer un remaniement pour ça. On leur demande juste de partir, dans le calme », souffle Malika, la cinquantaine. Elle n'ira pas manifester dans les rues d'Alger, mais elle a demandé à son mari d'y aller. L'appel a été lancé pour 14 heures, après la prière, mais dès la fin

de la matinée, des milliers de personnes, parées de drapeaux, sont déjà rassemblées entre la Grande Poste et la place Maurice-Audin, dans le centre-ville de la capitale. Les slogans sont virulents contre les autorités : « *Voleurs, vous avez mangé le pays !* », « *Dégagez !* », « *Le peuple ne veut ni Bouteflika ni Saïd* » – le frère du président, à qui l'on prête un rôle important dans la gestion du pays.

« RECOUVRER NOTRE LIBERTÉ »

Les pancartes sont pleines d'humour. Saïd Bouteflika, Ali Haddad, le dirigeant de l'organisation patronale du Forum des chefs d'entreprise, et Abdelmadjid Sidi-Saïd, secrétaire

Une multitude d'initiatives citoyennes non structurées

Trois semaines après sa naissance, la mobilisation est dirigée autant contre le régime que contre les organisations traditionnelles

ALGER - correspondance

Ils sont réunis autour d'une petite table ronde en métal, en terrasse d'un café d'Alger, jeudi 7 mars. Dans un sac en plastique, plusieurs mètres de tissu vert. « *On y va, on va faire les brassards* », lance une jeune femme. L'idée de ce groupe des « brassards verts » est née la semaine précédente, après la manifestation du 1^{er} mars. Près de l'hôtel Saint-Georges, des manifestants font face aux forces de l'ordre et s'ensuit un immense mouvement de foule. « *On a eu l'impression qu'on allait étouffer. On a cru que des gens étaient morts* », explique Adila, 34 ans.

Ce jour-là, un homme est mort dans la manifestation, après un arrêt cardiaque. Autour de la table de métal, Adila, certains de ses amis, mais aussi d'autres jeunes qui ont eu vent de l'initiative par les réseaux sociaux, débattent du texte qu'ils vont publier sur Internet « *pour que tout le monde puisse participer et partager les bons réflexes* » : ramasser les déchets, avoir des

compresses et du désinfectant pour aider d'éventuels blessés et du vinaigre en cas d'utilisation de gaz lacrymogène, et éviter les bousculades.

Le lendemain, la foule est encore plus massive que la semaine précédente. Dans le quartier du Sacré-Cœur, le parc de la Liberté est une zone sensible. Ici, chaque vendredi, les forces de l'ordre empêchent les manifestants de monter vers le quartier d'El-Mouradia, où se trouve la présidence.

Ce jour-là, après des affrontements dans la soirée, le Musée national des antiquités et des arts islamiques, ainsi qu'une école, ont été dégradés. Sur les marches du parc, des habitants se sont rassemblés. « *On ne veut pas que notre quartier soit cassé. Si vous voulez aller casser, allez casser chez vous* », lance un homme, la quarantaine.

Discussion en plein air

Un comité de quartier a été recréé à cette occasion : « *Il fallait qu'on fasse quelque chose* », explique un jeune homme. Décision a été prise de nettoyer les rues la veille de la manifestation du 15 mars,

« *pour pas que des gens utilisent des pierres qui traînent ou des poubelles pour les lancer* ». Les habitants veulent aussi « *s'organiser en groupe* ». « *Si on voit des groupes de jeunes étrangers au quartier le soir, on doit les faire partir* », lâche un résident. Un voisin est dubitatif : « *Je me demande si ça ne va pas créer plus de violence*. »

Trois semaines après le début de la mobilisation des Algériens contre le cinquième mandat du président Bouteflika, puis contre le « système » qu'il incarne, la question de la structuration du mouvement est épineuse. Née des réseaux sociaux, l'effervescence a d'emblée pris une dimension horizontale, en rupture avec les modèles classiques d'organisation militante. Une multitude d'initiatives éclosent, mais à une échelle locale ou sur un créneau technique, relevant surtout d'une offre de services ou d'entraide.

A titre d'exemple : un site Internet qui recense les propositions de changement, un professeur de droit qui propose des cours gratuits sur la Constitution, une

enseignante qui vulgarise le rôle des institutions et le lien qu'elles doivent avoir avec les citoyens,

À MESURE QUE LE MOUVEMENT PRENDRA CORPS, SE POSERA LA QUESTION DE SA REPRÉSENTATION

un maire qui organise des transports collectifs pour que ses administrés puissent aller manifester dans le chef-lieu de la préfecture, des étudiants en informatique qui se constituent en organisation – estimant que les syndicats étudiants ne les représentent pas correctement – ou encore un jeune chef d'entreprise qui orchestre un débat en plein centre-ville.

Tous sont réticents à la médiation, de peur qu'ils ne soient instrumentalisés par les autorités ou par des partis d'opposition, voire des organisations de la so-

ciété civile, dans lesquels ils ne se reconnaissent pas. Ils demandent aussi à ce que leurs noms ne soient pas mis en avant, par crainte d'être la cible de mesures de rétorsion.

Dans la ville d'Oran, une discussion a été organisée en plein air, dans un parc, à quelques jours de la manifestation du 8 mars. À l'origine de l'événement, plusieurs jeunes trentenaires, membres de la société civile de la ville. «*Nous voulions organiser nos revendications pour avoir plus d'impact, et surtout sortir de ces groupes Facebook dans lesquels nous discutons depuis le début du mouvement*», explique Safia (le prénom a été modifié), l'une des participantes.

S'inspirant des règles qu'ils utilisent dans leurs propres associations, les organisateurs écrivent une charte, où il est précisé que la parole doit être respectueuse ou qu'il ne doit pas y avoir d'insulte, et mettent en place des boîtes à idées, pour que chacun puisse, au-delà de son temps de parole, partager une initiative. Le débat réunit plusieurs dizaines de personnes, principalement des étudiants, sous l'œil de la police qui laisse faire. La parole des participants, assis en cercle, se dénoue.

Territoire citoyen inédit

«*On a commencé par demander comment les gens se sentaient, les gens ont échangé sur les différentes manières de se mobiliser*», explique une participante. Les propositions glissées dans les boîtes à idées sont ensuite publiées sur les réseaux sociaux par les organisateurs. «*On nous a demandé de recommencer*, explique Safia. *Alors on a décidé, qu'à la place, on allait organiser des formations d'animation de débat, pour que des événements comme ça puissent être reproduits par tous.*»

Ces initiatives relèvent d'une forme d'auto-organisation à la base, territoire citoyen inédit, s'ajoutant à la mise en mouvement de structures plus classi-

général de l'Union générale des travailleurs algériens, qui avait soutenu la candidature d'Abdelaziz Boufelfika, sont représentés en personnages de western, sur une affiche ornée d'un «*Wanted*» rouge. Des dessins de presse ont été imprimés et collés sur des plaques de carton. Des banderoles font référence à l'indépendance du pays en 1962, estimant que ce mouvement est celui de «*l'indépendance du peuple*». «*Au fond, on a toujours été sous la tutelle de quelqu'un depuis l'indépendance*, estime Farida, 56 ans. *J'espère que ce qu'on fait aujourd'hui nous per-*

mettra de recouvrer notre liberté.» Cette salariée d'une entreprise de communication, qui n'a jamais voté, a manifesté pour la première fois de sa vie le 8 mars. «*Je continuerai à manifester toutes les semaines, jusqu'à ce qu'on obtienne des résultats*», affirme-t-elle.

L'ambiance est à la fête. Au son des darboukas (instruments de percussion), des groupes de jeunes improvisent des séances de danse en cercle, des garçons montent sur les véhicules anti-émeutes des forces de l'ordre pour poser, des enfants chantent à tue-tête, des jeunes hommes draguent en demandant à des jeunes filles de les prendre en photo. «*Tout est calme, ça se passe très bien, les gens s'entraident. C'est magnifique de voir notre pays comme ça*», explique un homme qui porte son fils sur les épaules, alors que des femmes jettent des bouteilles d'eau aux manifestants.

Meriem, fonctionnaire, 50 ans, venue avec ses trois filles, n'a pas été convaincue par le message du président Abdelaziz Boufelfika. «*Ça fait longtemps qu'on n'a plus de président. Tout le gouvernement doit partir. Vous entendez les slogans? Ils ont pris tout l'argent pour eux. Nous travaillons et nous n'avons aucun droit. Ça ne peut plus durer*», s'emporte-t-elle. «*Renoncer au 5^e mandat, ce n'est pas suffisant, il faut que tout le système en place depuis 1962 s'en aille!*», s'exclame Saliha, 74 ans. «*Nous voulons que la mafia quitte le pouvoir, nous voulons des gens qui aiment le pays, des dirigeants qui viennent du peuple!*», déclare Hocine, 55 ans.

Samir, 37 ans, chauffagiste, est venu avec son fils de 7 ans, «*parce que ce sont ses libertés qu'on défend*». Il aimerait que le jeune garçon puisse bénéficier d'une meilleure éducation et d'un meilleur système de santé: «*Notre président doit partir en France ou en Suisse pour se soigner, c'est bien la preuve que notre système de santé est mauvais*». Ourida est très en colère contre les autorités: «*Ce gouvernement a tué des Algé-*

riens et a poussé les cerveaux à s'exiler. Qu'ils partent, on en a marre. Nous ne sommes pas là pour le pouvoir d'achat! Nous défendons notre dignité. Nous n'avons besoin ni de Bédoui ni de Lakhdar Brahimi» – diplomate algérien qui a rencontré le 11 mars Abdelaziz Boufelfika. La France n'est pas non plus épargnée par les manifestants. «*C'est le peuple qui choisit, pas la France*», «*L'Elysée, stop! On est en 2019, pas en 1830*», proclament des banderoles ou des pancartes en référence aux propos du président français Emmanuel Macron qui avait «*salué*» les annonces du 11 mars de M. Boufelfika.

La manifestation se déroule dans le calme. En fin d'après-midi, les comités de quartier mettent en place des dispositifs de sécurité. Gilet orange sur le dos, des hommes forment une chaîne pour empêcher des jeunes d'approcher des forces de l'ordre et éviter les affrontements. D'autres demandent aux manifestants de rester sur les trottoirs pour permettre l'ouverture de la route à la circulation, alors qu'un troisième groupe, sacs-poubelle à la main, ramasse les bouteilles en plastiques jetées sur le sol.

AFFRONTEMENTS AVEC LA POLICE

Le comité de quartier du Sacré-Cœur, créé dans la semaine en réaction aux violences et aux dégâts matériels qu'a connus le quartier en fin de manifestation le 8 mars, a demandé à des bénévoles d'être présents dans la rue, aux côtés des forces de l'ordre, pour que des groupes de «*voyous*» ne s'infiltrent pas. Plusieurs groupes de jeunes hommes, en possession d'armes blanches, ont toutefois réussi à se glisser pour commettre quelques vols et agressions. Des affrontements ont aussi éclaté avec la police, qui a procédé à soixante-quinze interpellations. Ces heurts ont néanmoins été moins importants que ceux survenus lors de la manifestation du 8 mars.

«*La mobilisation des habitants du quartier*

a payé», sourit Abdelhafid. A 20 heures, le journal de la télévision d'Etat débute par des images des manifestations, laissant entendre des slogans hostiles au pouvoir. «*Vous voyez, ça, on n'y aurait jamais cru il y a un mois*», glisse-t-il. Signe d'une évolution des médias d'Etat, l'agence officielle Algérie Presse Service (APS) a publié une dépêche rapportant des «*marches imposantes à travers le territoire national*» en faveur d'un «*changement profond du système*» et du «*respect de la Constitution*». Sur son balcon, Yasmina, 73 ans, sourit en regardant les points lumineux rouges des voitures qui quittent le centre-ville, bloquées dans les embouteillages. «*Les Algériens ont montré aujourd'hui qu'ils étaient majeurs et vaccinés. Ils savent ce qu'ils veulent*». ■

ZAHRA CHENAQUI